

Alain Maron (Ecolo) véritable cheville ouvrière de la révélation du scandale du Samusocial

## « L'année de l'exposition médiatique »

**E**n 2017, le scandale du Samusocial a ébranlé l'ensemble de la classe politique bruxelloise et a mis un terme à la carrière d'Yvan Mayeur alors bourgmestre de la Ville de Bruxelles. À l'origine des révélations sur les rémunérations de certains administrateurs de l'ASBL, se trouve le député bruxellois Alain Maron (Ecolo). Des prémices, en passant par les tentatives d'intimidation, à la commission d'enquête parlementaire, Alain Maron revient avec nous sur cette année placée sous le signe de l'exposition médiatique.

La majorité des Bruxellois ont découvert Alain Maron (Ecolo), député bruxellois lorsque le scandale du Samusocial a éclaté au printemps 2017. C'est en effet lui qui s'est intéressé le premier au système de rémunération des administrateurs au sein de cette ASBL en charge de l'accueil d'urgence des sans-abri en région bruxelloise. « Durant cette législature, j'ai hérité du suivi des nouvelles politiques liées à l'aide aux personnes », commence Alain Maron. De plus, les écologistes bruxellois avaient déjà fait de la politique du

sans abris une priorité. Rapidement, Alain Maron fait le constat suivant. « Le PS de la Ville de Bruxelles empêche toute réflexion sur cette politique, le Samusocial est leur veau d'or alors que les

acteurs de terrains appellent à un changement de paradigme », explique notre interlocuteur. « Il faut sortir les gens de la rue, on ne peut pas continuer à n'investir que dans l'accueil d'urgence. » Alain Maron décide alors qu'il faut les déstabiliser afin de pouvoir lever ce qu'il décrit comme « la chape de plomb » mise par le PS de la Ville de Bruxelles sur la question de l'accueil des SDF. « Le Samusocial avait déjà eu des problèmes de gouvernance, il y a eu le rapport de l'inspection des finances en 2012 et le renvoi de Peraïta pour faute grave », rappelle-t-il.

Le député interroge à plusieurs reprises les ministres de tutelle, Céline Fremault (cdH) et Pascal Smet (sp.a). « C'est en posant de plus en plus de questions, en mettant la pression que l'affaire a éclaté », assure Alain Maron. Entre-temps des journalistes commencent aussi à s'intéresser à l'ASBL et les révélations dans les médias vont s'enchaîner. Le tourbillon médiatique emporte

également Alain Maron qui apparaît presque quotidiennement dans la presse. « 2017, a été l'année de l'exposition, je n'ai pas travaillé plus, sauf peut-être durant ces deux mois où j'avais plus de pression. Mais j'ai pu continuer à travailler sur mes autres dossiers », nous dit-il. Le député a dû apprendre à gérer cette attention grandissante des médias. « Il faut apprendre que les gens vous reconnaissent et

viennent vous interpeller à tout moment. » Cette nouvelle « notoriété », lui a aussi valu des réactions négatives. « Surtout sur les réseaux sociaux », nous dit-il.

Au début du mois de juin 2017, tout le monde parle du Samusocial, les réactions politiques affluent et les révélations dans la presse sortent chaque jour. Alain Maron réalise l'ampleur du scandale. « Pour ouvrir toute la boîte, nous décidons qu'il faut une commission d'enquête parlementaire. » Ce que demande Ecolo/Groen le 6 juin. « La commission d'enquête nous permet d'avoir des pouvoirs élargis, on peut activer la police, saisir des documents », rappelle Alain Maron.

Le travail d'Alain Maron sur le Samusocial lui a également attiré certaines inimitiés. La commission d'enquête a obtenu un mail du président du CA de l'ASBL, le docteur Michel Degueudre dans lequel il demande à des employés du Samusocial de se renseigner sur sa vie et celles de certains journalistes. « Quand j'ai lu ce mail, je me suis dit, ils sont vraiment dingues ! », s'exclame le député écologiste. « Ils ont un avocat qui met la pression sur la ministre, sur des médias, etc. Le simple fait que cela lui traverse l'esprit montre leur sentiment de toute puissance, c'est tordu. »

Pour Alain Maron, ce scandale a néanmoins permis des avancées concrètes en matière de gouvernance et de transparence. « Et nous allons peut-être obtenir le décumul

intégral. » Enfin l'objectif initial qui était une amélioration de la politique globale de gestion du sans-abrisme à Bruxelles a été atteint. La structure du Samusocial a changé. « Nous travaillons sur une nouvelle ordonnance sans-abri », annonce-t-il.

Le scandale du Samusocial a bien déstabilisé le PS bruxellois. L'affaire a précipité la fin de la carrière politique d'Yvan Mayeur et de Pascale Peraïta. « Ils ont été victimes d'eux-mêmes, je ne les ai jamais visés personnellement. Mon but était d'empêcher que le PS phagocyte toute la politique des sans-abri. Ils se sont tués en voulant cacher la vérité et éviter de rendre des comptes. »

Quant à leurs auditions en commission d'enquête : « C'était les auditions les plus attendues mais qui ont permis d'en apprendre le moins. » Pour Alain Maron, Pascal Peraïta, en refusant de répondre aux questions, a fui ses responsabilités et Yvan Mayeur s'est servi de la tribune que lui offrait la commission pour faire « son baroud d'honneur ».

En 2018, Alain Maron continuera son travail de parlementaire. « Il y a d'autres dossiers qui me tiennent à cœur comme la création d'un modèle bruxellois d'allocations familiales. Dans le domaine du logement, la régulation du marché et des prix des loyers, c'est un cheval de bataille depuis long-  
énumère-t-